

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 05/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FOURNIER METAUX SAS

ZAC de Gabardie
1 impasse Marthe Condat - BP 92022
31000 Toulouse

Références : [2022-734](#)
Code AIOT : 0006804190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement FOURNIER METAUX SAS implanté ZAC de Gabardie 1 impasse Marthe Condat - BP 92022 31000 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 07/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a pour but de vérifier les actions mises en place par l'exploitant afin de lever les écarts relevés lors de l'inspection précédente.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOURNIER METAUX SAS
- ZAC de Gabardie 1 impasse Marthe Condat - BP 92022 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006804190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Fournier Métaux exerce depuis 2005 des activités de tri, transit, regroupement de métaux et de déchets métalliques, et exploite une déchetterie pour professionnels (artisans principalement) autorisée par arrêté préfectoral n°112 du 5 décembre 2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 24 février 2021
- traçabilité des déchets
- installation de tri transit regroupement de métaux et déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de la visite précédente	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 8.1.2.5	Susceptibles de suites	Sans objet
4	Suites de la visite précédente	Code de l'environnement du 29/12/2020, article R.543-200-1	Susceptibles de suites	Sans objet
5	Suites de la visite précédente	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.3.3	Susceptibles de suites	Sans objet
7	Suites de la visite précédente	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.7.5	Susceptibles de suites	Sans objet
8	Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38	Observation	Sans objet
9	Suites de la visite précédente	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 2.3.1	/	Sans objet
10	Modifications portées aux installations	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46-II	/	Sans objet
11	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.7.2	/	Sans objet
12	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45	/	Sans objet
13	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
14	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
15	Transfert transfrontalier de déchets	Code de l'environnement du 17/08/2015, article L.541-43	/	Sans objet
16	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 4.2.4.1	/	Sans objet
17	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 4.3.12	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
18	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 9.2.1.1	/	Sans objet
19	Installation de tri transit et regroupement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suites de la visite précédente	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.6.3	Susceptibles de suites	Sans objet
3	Suites de la visite précédente	Code de l'environnement du 30/12/2016, article R.543-161	Susceptibles de suites	Sans objet
6	Suites de la visite précédente	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.7.6	Susceptibles de suites	Sans objet
20	Installation de tri transit et regroupement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 4 faits conformes en lien notamment avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2005,
- 16 faits susceptibles de mise en demeure.

Il s'agit de faits pour lesquels des éléments démontrant la conformité des installations sont attendus de la part de l'exploitant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 8.1.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits et étiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 24 février 2021
Prescription contrôlée : [...] L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés ; les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'affectation des différentes bennes et zones de stockage n'est pas clairement affichée et que les contenants d'huiles usagées et de batteries ne sont pas étiquetés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suites de la visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 24 février 2021
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : – 100 % de la capacité du plus grand réservoir, – 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, – dans les autres cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.[...]
Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites de la visite précédente

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/12/2016, article R.543-161
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage VHU
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 24 février 2021
Prescription contrôlée : Les opérations de gestion des véhicules hors d'usage, de leurs composants et matériaux doivent être effectuées dans des installations exploitées conformément aux dispositions du titre Ier du présent livre.
Constats : Lors de la visite, il n'a pas été constaté de stockage de véhicules hors d'usage sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suites de la visite précédente

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2020, article R.543-200-1
Thème(s) : Situation administrative, Gestion DEEE
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 24 février 2021
Prescription contrôlée : « [...] II. Un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets : - soit avec un éco-organisme agréé dans les conditions définies aux articles R. 543-190 et R. 543-197 ; - soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel approuvé dans les conditions définies à l'article R. 543-192 ou attesté dans les conditions définies à l'article R. 543-197-1 ; - soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. [...] »
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter, le jour de la visite, les contrats passés avec les éco-organismes ou les opérateurs de traitement auxquels il remet les DEEE. Cependant, lors de l'inspection l'exploitant a présenté la plateforme de gestion des DEEE mis en place par ecosysteme permettant le suivi des DEEE.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suites de la visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 24 février 2021
Prescription contrôlée : « [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent [...]. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »
Constats : L'inspection a consulté le rapport de vérification des installations électriques relatif à l'intervention du 27 décembre 2021 réalisé par le bureau de contrôle :Bureau Veritas. Le rapport fait état de 7 observations dont 5 sont récurrentes. Les observations portent sur les blocs autonomes d'éclairage et de sécurité (2 observations), la fixation au mur du bloc prises de courant à l'arrière de la machine à café, la fixation des départs électriques du TGBT, l'identification des dispositifs de coupure d'urgence électrique, du départ D2A et le repérage du conducteur de protection sur le bornier de terre. L'exploitant transmettra les actions engagées afin de lever les observations du bureau de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suites de la visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 24 février 2021
Prescription contrôlée : « Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incident (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement de 240 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. [...] Le bassin [...] est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »
Constats : Lors de la visite précédente, il a été constaté que le réseau qui collecte les eaux de ruissellement de la déchetterie ne disposait pas de moyens permettant de confiner les eaux d'extinction dans les réseaux. L'exploitant a mis à disposition de son personnel un bouchon permettant l'obturation du réseau de collecte des eaux de ruissellement. La non-conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Suites de la visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 24 février 2021
Prescription contrôlée : [...] Ces consignes indiquent notamment : [...] – la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : La consigne de sécurité affichée à l'entrée du site prévoit la fermeture de la vanne du réseau d'eaux pluviales de l'installation de stockage de métaux en cas d'incendie mais ne prévoit pas la mise en place de l'obturateur au niveau du réseau d'eaux pluviales de la zone déchetterie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux photovoltaïques
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 24 février 2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances. En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture. Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Constats : Lors de la visite précédente une observation avait été formulée par l'inspection afin que l'exploitant vérifie la conformité de l'installation de panneaux photovoltaïques aux prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé. L'installation de panneaux photovoltaïques est gérée par un prestataire extérieur.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le respect de la prescription susvisée et des autres prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. L'exploitant transmettra un récolement aux prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé et un plan d'actions de mise en conformité si nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suites de la visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 24 février 2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Constats : Lors de la visite, il a été constaté que certaines parties du site nécessitent d'être nettoyées et rangées notamment à l'arrière du bâtiment de stockage de métaux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Modifications portées aux installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a débuté les travaux afin d'installer un broyeur à câble sur le site, cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet. L'exploitant doit transmettre un dossier de porter à connaissance au préfet décrivant les impacts du projet sur le classement ICPE de l'installation et sur l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles
Constats : Lors de la visite d'inspection, les extincteurs et RIA du bâtiment de stockage des métaux n'étaient pas facilement accessibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45
Thème(s) : Autre, Bordereaux de suivi de déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant a présenté son compte sur l'application trackdéchets qui permet de réaliser des bordereaux de suivi de déchets dangereux électroniques (BSDD). L'exploitant a présenté un BSDD électronique (BSDD-20220718-ZNDA6KACC) relatif au regroupement d'emballages souilles/flexibles qui seront envoyés à l'entreprise TRIADIS. La société SEPS est intervenue pour le nettoyage des débourbeurs/déshuileurs, le bordereau de suivi de déchets du 12 juillet 2022 n'est pas dématérialisé. L'inspection rappelle que l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets doivent désormais être numériques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Registre de suivi des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p> <p>Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique des déchets dangereux entrants sur l'installation mais il n'y a pas les déchets non dangereux entrants(tels que les papiers, cartons, métaux...).</p> <p>Par ailleurs, le registre des déchets dangereux entrants ne mentionne pas toutes les informations réglementaires requises et notamment les celles correspondant aux transporteurs.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Registre de suivi des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique des déchets dangereux sortants sur l'installation mais il n'y a pas les déchets non dangereux sortants (tel que les papiers, cartons, métaux...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Transfert transfrontalier de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/08/2015, article L.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Notification transfert de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.
Constats : L'exploitant a présenté une notification de transfert transfrontalier de ferrailles vers l'Espagne en date du 24 juin 2022, le document n'est pas correctement rempli il manque notamment l'adresse de l'installation destinataire et le code déchet. Une notification de transfert de copeaux de plastiques du 09 juillet 2021 vers une installation espagnole NUEVA TRITURADORA a également été présentée. Le document de notification n'est pas correctement rempli, le code de traitement n'est pas indiqué, le code déchet indiqué ne correspond pas à la dénomination du déchet : 191203 : métaux non ferreux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'une porte de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'entretien préventif et la mise en fonctionnement des dispositifs de fermeture des réseaux d'assainissement ne sont pas définis.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-après définies : Débit de référence Moyenne : Paramètre (en mg/l) Concentration moyenne journalière (en mg/l) DCO 125 MEST 35 Hydrocarbures totaux 10 DB05 25 Indice phénols 03 Cyanures 0.1 Chrome hexavalent et composés 0.1 (en Cr) Plomb et composés (en Pb) 0.5 Cuivre et composés (en Cu) 0.5 Chrome et composés (en Cr) 0.5 Nickel et composés (Ni) 0,5 Zinc et composés (en Zi) 2 Manganèse et composés (en Mn) ! Etain et composés (en Sn) 2 Fer, Aluminium et composés (en 5 Fe+Al) Composés organiques halogénés 1 (en AOXx ou EOx) Fluor et composés (en F) is Cadmium 0.2 Mercure 0.05 Argent 0.1</p>
<p>Constats : Les analyses réalisées en 2021 par le laboratoire IRH sur les eaux pluviales montrent un dépassement en matières et suspensions 66 mg/L pour 35 mg/L et au niveau du pH 9,2 pour 8,5.</p> <p>L'exploitant a augmenté la fréquence de nettoyage du débourbeur/déshuileur, le nettoyage est désormais semestriel.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions minima suivantes sont mises en oeuvre :</p> <p>Eaux pluviales : Type de suivi : Contrôle par un laboratoire agréé Fréquence : Annuelle Eaux pluviales après épuration: Type de suivi : Contrôle par un laboratoire agréé Fréquence : Annuelle [...]</p>
<p>Constats : La dernière analyse des eaux de rejet a été réalisée le 24 novembre 2021 par IRH, la fréquence annuelle est respectée pour les eaux issues de la plateforme de stockage des métaux. Cependant, les eaux de rejet issues de la déchetterie ne sont pas surveillées par l'exploitant, l'ensemble des eaux de rejet du site n'est pas contrôlé une fois par an.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Installation de tri transit et regroupement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : Un gardien est présent et logé sur le site. Lors de la visite il a été constaté que la hauteur de certains métaux stockés dans le bâtiment était supérieure à 3 mètres. De plus, les zones d'entreposage ne sont pas correctement identifiées (le type de métaux indiqué ne correspond pas aux déchets stockés).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Installation de tri transit et regroupement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.
Thème(s) : Risques chroniques, Opérations de tri des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniquesLes équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.
Constats : Les équipements de froid sont isolés par l'exploitant pour être envoyé dans des filiales dédiés. L'exploitant a indiqué que les néons avaient été évacués, avant la visite d'inspection, chez DERICHEBOURG. L'exploitant transmettra les documents attestant du traitement de ces déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet